

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans Shefford

### Mise en contexte

Le Groupe Actions Solutions Pauvreté (GASP) est une table de concertation intersectorielle qui s'est donné le mandat de mettre en commun les forces de tous les partenaires dans la recherche d'actions et de solutions concrètes aux problèmes de pauvreté vécus par plusieurs membres de notre communauté. Il représente plus de 45 organismes communautaires et institutionnels, des citoyens de la Haute-Yamaska ainsi que les trois paliers politiques. Le GASP soutient le développement d'outils et de stratégies en fonction notamment des quatre grands axes suivants : le logement social/l'habitation, l'itinérance, la sécurité alimentaire et l'éducation/sensibilisation.

Dans le cadre de ses activités, un Comité politique se forme généralement lors des élections aux différents paliers gouvernementaux afin de poser une action locale visant à placer les enjeux liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale au cœur des débats. Au cours de la campagne fédérale actuelle, le Comité politique du GASP a acheminé aux quatre candidats de Shefford un questionnaire visant à connaître leurs engagements sur différents champs d'intervention liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale, plus précisément en matière d'itinérance, de sécurité alimentaire, de logements sociaux, de réinsertion sociale mais également sur leurs mesures fiscales ou celles visant à combattre les inégalités sociales. Les objectifs de cette démarche visent à sensibiliser les candidats aux besoins des personnes vulnérables de la Haute-Yamaska mais également à informer la population sur leurs engagements.

Le questionnaire a été envoyé aux candidats de Shefford suivants : Pierre Breton du Parti Libéral du Canada, Claire Mailhot du Nouveau parti démocratique, Jocelyn Beaudoin du Bloc Québécois et Sylvie Fontaine du Parti Conservateur du Canada.

Les réponses des candidats sont résumées dans une grille comparative pour chacun des champs d'intervention. La synthèse présentée dans ce document est basée sur les réponses fournies par les candidats ou les personnes responsables de leur parti. Le Comité politique a résumé et sélectionné des éléments de réponse afin de présenter de manière synthétique leur plan sur les différents champs.

Une mise en contexte précède chacun des champs d'intervention analysés. Les analyses du Comité politique apparaissent *en caractère gras italique*.

## Situation en logement social

- Avec une proportion de 5 logements sociaux par 1000 habitants, Granby se positionne 20e et dernière par rapport à 19 autres villes de taille similaire ;
- 343 personnes (juin 2015) sont toujours sur la liste d'attente de l'OMH de Granby ;
- Granby doit doubler l'offre de logements sociaux selon la cible de 600 unités ;
- Le Canada a été sévèrement critiqué par l'ONU en 1993, 1998 et 2006, notamment concernant le droit au logement ;
- Le fédéral s'est retiré de tout financement pour le développement de nouvelles unités de logement social à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1994.

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière de logements sociaux dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	BQ	PCC
Logements sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financer la construction de nouveaux logements locatifs abordables destinés aux aînés.</li> <li>20 milliards de dollars sur dix ans dans les infrastructures sociales.</li> <li>Accorder la priorité dans les logements privés abordables et les résidences pour personnes âgées.</li> <li><b>Investissement en logement social non précisé.</b></li> <li><b>Le terme logement social n'apparaît pas sur le plan d'investissement. On vise davantage le logement abordable privé visant les aînés et la classe moyenne ou personnes ayant des revenus modestes.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instaurer la Loi visant à assurer aux Canadiens un logement sûr, adéquat, accessible et abordable.</li> <li>Reconnaître le logement comme un droit.</li> <li>Investir 2,7 milliards en 4 ans dans le logement social et abordable (maintien du financement actuel) pour éviter de mettre en péril de 200 000 à 365 000 unités de logement abordable.</li> <li>Construction de 10,000 nouveaux logements sociaux : investissements de 500 M\$ à la première année du mandat de quatre ans.</li> <li><b>Engagement réaliste et précis en logement social mais encore insuffisant par rapport aux demandes des groupes provinciaux (cible : 50 000 pour le Québec).</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demande de maintenir les subventions actuelles (1,7 G\$) et réinvestir progressivement (2 G\$ par année) dans le logement social et abordable en vue de doubler le budget actuel de la SCHL et permettre de financer annuellement entre 5000 et 5500 logements sociaux de plus au Québec.</li> <li>Intervenir à la Chambre des communes pour demander la construction, la rénovation et la transformation de près de 5000 logements par année au Québec.</li> <li><b>Engagement précis en demande de logements sociaux. Objectif qui permettrait l'atteinte de répondre aux besoins nationaux en 10 ans.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune réponse malgré les relances.</li> <li><b>Assume la continuité du retrait du financement en logement social.</b></li> </ul>

## Situation en itinérance

- Les ressources en itinérance et en aide alimentaire de la Haute-Yamaska constatent une complexification des du phénomène de la pauvreté : davantage de femmes, de travailleurs, de familles, d'aînés et des personnes issues de milieux ruraux, problématiques de santé mentale et toxicomanie ;
- Orientation SPLI (financement fédéral en itinérance) imposée - approche *Logement d'abord* : Coupures de 80 000\$ à la ressource d'hébergement d'urgence = diminution de 11 lits à Granby ;
- Besoin de financement récurrent permettant de répondre aux cinq besoins prioritaires en Haute-Yamaska : 1 386 300 \$/an, soit un effort de 0,04 \$ par jour par habitant VS fédéral n'investit que 0,01\$ par jour par habitant VS l'itinérance coûte 0,68\$ par jour par Canadien ou Canadienne ;
- Demande de bonifier la SPLI et de respecter la diversité des besoins en itinérance pour notre région, et ce au-delà d'une utilisation unique de l'approche *Housing First*.

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière d'itinérance dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	BQ	PCC
<b>Itinérance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rétablissement du soutien au programme « Logement d'abord », qui aidaient les Canadiennes et les Canadiens sans-abri à trouver un logement stable.</li> <li>• <b>Engagement récent sur la bonification de la SPLI sans préciser les sommes.</b></li> <li>• <b>Aucun engagement visant à maintenir une diversité d'interventions en itinérance.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien et bonification du Programme SPLI, et le retour à son caractère initial multi-approches et communautaire.</li> <li>• 10 M\$ de plus à chaque année (sur 4 ans).</li> <li>• <b>Engagement précis en lutte à itinérance mais bonification modeste.</b></li> <li>• <b>Répond à la demande du RSIQ.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Retour à une approche communautaire et généraliste.</li> <li>• Intervenir auprès du ministre responsable pour comprendre et tenter de récupérer la perte de la subvention de 80 000\$ au Passant.</li> <li>• Demander un investissement de 50 millions de dollars pour le Québec.</li> <li>• <b>Engagement précis en lutte à l'itinérance et ambitieux.</b></li> <li>• <b>Répond aux demandes nationales du RSIQ.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune réponse malgré les relances.</li> <li>• <b>Aucun engagement visant à bonifier la SPLI.</b></li> <li>• <b>A réorienté la SPLI vers un modèle unique d'intervention = coupures de 80 000\$ au Passant.</b></li> </ul>

## Situation en sécurité alimentaire

- Hausse des demandes d'aide alimentaire de 15% par année au Partage Notre-Dame depuis les cinq dernières années, de 59% en trois ans (2011-2014) chez SOS Dépannage et de 31% entre 2014 et 2015 au CAB de Waterloo ;
- Hausse de 60% des demandes de dépannage alimentaire chez SOS Dépannage Moisson Granby depuis trois ans (2011-2014) ;
- Le *Réseau pour une alimentation durable* demande une politique alimentaire pour éradiquer la faim.

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière de sécurité alimentaire dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	Bloc	PCC
Sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financement d'une stratégie nationale visant à réduire l'insécurité alimentaire au Canada.</li> <li><b><i>Pas d'engagement sur les sommes de cette stratégie ni d'objectifs à atteindre.</i></b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir le fonctionnement et le développement des organismes d'aide alimentaire pour répondre aux demandes grandissantes.</li> <li>Mettre sur pied la <i>Stratégie alimentaire pancanadienne</i>, pour une souveraineté et une sécurité alimentaire, intitulé « Manger, c'est vital ! ».</li> <li>Ramener le salaire minimum fédéral et l'augmenter à 15\$/h.</li> <li><b><i>Pas d'engagement sur les sommes de cette stratégie.</i></b></li> <li><b><i>Hausse du salaire minimum à 15\$.</i></b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Québec a développé sa propre politique de souveraineté alimentaire.</li> <li><b><i>Pas d'engagement de créer ou demander un plan canadien de sécurité alimentaire.</i></b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune réponse malgré les relances.</li> <li><b><i>Aucun plan annoncé</i></b></li> </ul>

## Situation de l'Assurance-Emploi

- Des modifications et coupures ont réduit l'accès à l'Assurance-Emploi ;
- En 1990, 83% des chômeurs recevaient des prestations. Ce pourcentage a chuté à 42% en 1998 et à 36% en 2014.
- Selon l'Alliance de la fonction publique du Canada - région du Québec, « les trois quarts des prestataires sont désormais tenus, après 6 semaines au chômage, d'accepter un emploi différent de leur occupation habituelle, avec une rémunération de 20 à 30 % moindre, et jusqu'à une heure de leur domicile » ;
- Depuis 2013, les prestataires ne disposent plus d'une période de 8 à 12 semaines pour choisir librement leur travail.
- Il est désormais plus complexe et plus long pour un chômeur de contester une décision en sa défaveur ;
- L'assurance-emploi a servi à effacer la dette du gouvernement pour un montant 59 milliards au lieu de servir uniquement à assurer des prestations aux Canadiens qui ont cotisés.
- Les demandes d'aide augmentent au CAB de Waterloo, plusieurs personnes sont en attentes de revenus pour l'AE ;
- Les délais sont longs et les gens n'ont pas vraiment d'économies pour faire face à ces situations ;



## Élections fédérales 2015 - Engagements sur l'Assurance-Emploi dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	BQ	PCC
Assurance-emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le soutien des mesures de sécurité sociale (non chiffré).</li> <li>Annuler les changements apportés au régime d'assurance-emploi en 2012.</li> <li>Diminuer le seuil d'admissibilité de 910 heures de travail/an.</li> <li>Envoi plus rapide et plus fiable des prestations (2 à 1 semaine) en appliquant des normes de service plus élevées.</li> <li>Réduire de 1,88 \$ à 1,65 \$ le montant des cotisations à l'assurance-emploi;</li> <li>Créer des prestations pour congé parental et de compassion plus flexibles.</li> <li><b>Mesures visant un meilleur accès mais peu quantifiées.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protéger les cotisations d'assurance-emploi dans une caisse autonome.</li> <li>Rendre plus équitables les règles d'admissibilité en tenant compte de la nature changeante du travail.</li> <li>Établir un seuil d'admissibilité de 360 heures de travail/an.</li> <li>Créer au moins 90 000 opportunités de formation et de transition au travail ;</li> <li>Prolongation des prestations à cinq semaines dans les régions ayant un taux de chômage élevé (430 M\$).</li> <li>Congés parentaux plus longs et meilleur accès pour aidants naturels.</li> <li><b>Mesures visant à protéger la caisse, élargir et prolonger l'accès avec des objectifs précis.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protéger les cotisations d'assurance-emploi dans une caisse autonome.</li> <li>Rendre le régime plus accessible.</li> <li>Permettre l'accès au régime après 360 heures modulé selon le taux de chômage des régions</li> <li>Augmenter le taux de prestation de 55 à 60 % du salaire.</li> <li>Éliminer le délai de carence de 2 semaines pour diminuer le délai d'attente de la première prestation.</li> <li><b>Demandes visant à protéger la caisse, élargir et prolonger l'accès avec des objectifs précis. Seul parti à demander une hausse des prestations.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune réponse malgré les relances.</li> <li><b>Modifications et coupures ayant réduit l'accès à l'Assurance-Emploi</b></li> </ul>

## Situation sur les lois criminelles et la réhabilitation sociale

- Le gouvernement fédéral sortant a resserré les lois régissant la criminalité et le système correctionnel ;
- Le gouvernement du Québec, plusieurs groupes communautaires ainsi que *l'Association québécoise des avocats et avocates de la défense et avocate criminaliste* et le *Bureau de l'enquêteur correctionnel*, ont dénoncé les projets de loi renforçant la répression au détriment des efforts de réhabilitation ;
- Le gouvernement sortant a coupé les subventions à plusieurs organismes de réintégration sociale des libérés (Option-Vie, ARCAD, cercles de soutien, bénévoles, etc.) ;
- Au Canada, le crime est en baisse et que la population carcérale explose ;
- Localement, les modifications législatives ont un impact négatif sur la durée du séjour en milieu carcéral, sur les conditions d'incarcération des détenus et sur l'accès aux interventions de réhabilitation ;
- Les changements ont pour effet de démotiver les détenus à se réhabiliter. Par exemple, la *Maison le joins-toi* note une augmentation importante (4 fois supérieure en 11 ans) de la population ayant une sentence obligée par rapport à une diminution de la population motivée à se réhabiliter.

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière de réhabilitation sociale dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	BQ	PCC
Réhabilitation et lois criminelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se concentrer sur la protection des citoyens tout en s'efforçant de rendre nos communautés plus sécuritaires grâce à la mise en œuvre de politiques qui réduisent la criminalité.</li> <li>Prévenir les récidives avec des programmes de réinsertion.</li> <li><b>Aucun engagement visant le rehaussement du financement des organismes de réhabilitation.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rétablir et maximiser les programmes de réhabilitation.</li> <li><b>Bonification des programmes mais pas d'engagement financier.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Instaurer un programme de contestation judiciaire.</li> <li>Maintenir le financement régulier, récurrent et suffisant des programmes de prévention (63 millions \$ annuellement et indexée à environ 65 millions \$).</li> <li><b>Moyens identifiés en précisant les investissements.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune réponse malgré les relances.</li> <li><b>Modifications ayant renforcé la répression au détriment des efforts de réhabilitation</b></li> </ul>

## Pauvreté et inégalités sociales

- L'INM rapporte qu'« Une série d'études en arrivent à la même conclusion : depuis les années 1980, une large part de la croissance économique a profité aux riches, tandis que les pauvres et la classe moyenne ont vu leurs conditions s'étioler » (Grammond, 2011) ;
- L'OCDE affirme que la relance de la croissance économique et la réduction des inégalités « peuvent et doivent aller de pair. » ;
- Dans un pays aussi riche que le nôtre, 4,8 millions de personnes ont du mal à joindre les deux bouts pour payer leur loyer, nourrir leur famille, et satisfaire des besoins fondamentaux<sup>1</sup> ;
- Le taux d'imposition des sociétés est passé de 18 % en 2010 à 15 % en 2012 ;
- Le revenu personnel moyen en Haute-Yamaska s'élève à 25 166\$, soit 4 030\$ de moins qu'en Montérégie Est où il est de 29 196\$ (IDC, 2011).

---

<sup>1</sup> <http://www.dignityforall.ca/fr/NousAvonsUnPlan>

## Élections fédérales 2015 - Engagements en matière de lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales dans Shefford

Champ d'intervention	PLC	NPD	BQ	PCC
<b>Lutte à la pauvreté et aux inégalités sociales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer un plan de réduction de la pauvreté.</li> <li>Rétablir l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse à 65 ans.</li> <li>Hausse du revenu pour les aînés moins nantis.</li> <li>Hausse d'impôt pour le 1% des Canadiens les plus riches.</li> <li>Instaurer une allocation canadienne aux enfants (revenu familial de 90 000 \$ = allocation de 2 500 \$ non imposable tous les ans).</li> <li>Baisser les impôts pour la classe moyenne (22 % à 20,5 % le taux d'imposition des particuliers ayant un revenu entre 44 700 \$ et 89 401).</li> <li><b>Instaurer un plan de réduction de la pauvreté mais peu moyen visent les plus pauvres de moins de 65 ans et les personnes seules qui se sont davantage appauvries.</b></li> <li><b>Mesures pour assurer un revenu aux aînés et aux familles.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ramener le salaire minimum fédéral, aboli par les libéraux, et l'augmenter à 15\$/h.</li> <li>Ramener l'âge d'accessibilité pour la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans.</li> <li>Bonifier la Sécurité de la vieillesse de 400 millions.</li> <li>Bonifier la Prestation fiscale pour le revenu de travail et la Prestation fiscale canadienne pour enfants.</li> <li>Fin de l'allégement fiscal pour l'achat d'actions.</li> <li>Programme de garderies à 15 \$.</li> <li>Augmenter le taux d'imposition des grandes entreprises de 15 % à 17 %.</li> <li>Réduire le taux d'imposition des petites entreprises de 11 % à 9 % sur deux ans.</li> <li><b>Plusieurs actions visant à combattre les inégalités sociales : salaire minimum et revenu des aînés, services aux familles et mesures fiscales.</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet de la mise sur pied d'un nouveau transfert fédéral pour la réduction de la pauvreté.</li> <li>Mettre fin aux compressions dans le financement des groupes de femmes et des groupes d'alphabétisation.</li> <li>Mettre sur pied un programme d'aide pour les travailleurs âgés.</li> <li><b><i>Demande de consolidation des groupes communautaires via les transferts mais pas de plan de lutte à la pauvreté canadien, celui-ci devant relever du provincial.</i></b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aucune réponse malgré les relances.</li> <li><b><i>Le taux d'imposition des sociétés est passé de 18 % en 2010 à 15 % en 2012.</i></b></li> <li><b><i>Réduction des transferts sociaux aux provinces</i></b></li> </ul>

Contact :

Nicolas Luppens

Coordonnateur

Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Tél: (450) 378-0990

[gasphauteyamaska@gmail.com](mailto:gasphauteyamaska@gmail.com)

**Comité politique du GASP**

Madeleine Ferland, Maison le joins-toi

Annick Lamy, travailleuse de rue de Waterloo

Roxana Cledon : CIUSSS de l'Estrie – CHUS

Nicolas Luppens, GASP

Visitez-nous à [www.gasph-y.net](http://www.gasph-y.net)